LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57e Année. — Nouvelle série. — N° 346
JEUDI 5 FEVRIER 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE ANARCHISTE

EN FÉVRIER 1934
le prolétariat *se levait contre* le fascisme

IL y a dix-neuf ans, les fascismes montaient partout en Europe : Hitler affermissait son pouvoir, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie françaises réussissaient à imposer la réaction au gouvernement, et Dolfuss, en Autriche, ripostait par le canon au soulèvement des ouvriers socialistes de Vienne.

Rappelons ce qui se passait alors en France.

Le 6 février, à l'appel des ligues réactionnaires fascistes (Action Française, Croix de Feu, Jeunesses Patriotes, Solidarité Française, Union Nationale des Combattants), c'était l'émeute contre la république des radicaux. Bilan : 20 morts, des centaines de blessés, et surtout Gaston Doumergue remplaçant les radicaux au pouvoir, aux acclamations des fascistes.

L'attitude équivoque — déjà — des dirigeants communistes se joignait aux faibles réactions du parti socialiste pour créer l'atmosphère de défaite et de découragement que le fascisme attendait. On se rappelera que l'*Humanité* du 6 appelait les Anciens Combattants (de l'A.R.A.C.) à manifester aux Champs-Elysées, non loin de ceux de l'U.N.C fasciste, et avec des mots d'ordre dirigés plus contre la « gauche » et contre les traîtres socialistes que contre les ligues fascistes. Et le 9, la direction du P. C. lançait ses troupes dans la bataille de rues, isolant ses forces, avec ce triste résultat : 6 morts ouvriers, sans résultats. Pendant que les socialistes appelaient leurs militants à la vigilance, mais n'envisageaient aucune action réelle.

Mais la pression des organisations syndicales, l'insistance des anarchistes (l'Union Communiste-Anarchiste était présente à la réunion des délégués de toutes les organisations antifascistes du 7 février) faisait décider par la C.G.T. la grève générale du 12, à laquelle se ralliat la C.G.T.U. stalinienne.

Grève générale qui surprit le fascisme comme une lame de fond. Manifestation d'un million de travailleurs à Paris, de centaines de milliers d'autres en province. Présence des anarchistes, partout, au premier rang. Citons Narbonne, par exemple, où les organisations politiciennes figées dans l'attentisme voyaient les militants communistes-anarchistes appeler la population à manifester, rendre la grève effective, et finalement rallier toutes les forces ouvrières.

La réaction ouvrière du 12 février mit un point d'arrêt aux menées fascistes ouvertes, et Doumergue et Laval au pouvoir furent plus des réactionnaires que des fascistes proprement dits. Comme aujourd'hui, la bourgeoisie française ne faisait que tenir le fascisme en réserve, préférant une solution moins risquée tant que cela se pouvait.

Mais l'élan était

(*Suite page* 2, *col.* 3.)

Après l'assassinat de Fehrat Hached
EN AFRIQUE DU NORD
Ils soustraient les cadavres

APRES un silence de près de deux mois, une partie de la presse vient de reparler de l'assassinat de Fehrat Hached. Le « Figaro » du lundi 2 février nous apprend que Mme Fehrat Hached a déposé une plainte et que Me Isard a accepté de se porter partie civile. D'autre part le même journal nous apprend que l'U.G.T.T. a offert 3 millions à quiconque permettrait de retrouver les assassins. Une reconstitution du crime doit même avoir lieu.

Le « Figaro » avoue qu'il sera très difficile si ce n'est impossible de découvrir les assassins et que Me Isard va se heurter à de grandes difficultés. Mais ajoute-t-il, il est bien évident que ces difficultés ne proviennent pas des autorités françaises.

Or, il ne faut pas oublier que ces autorités françaises ont eu le temps depuis deux mois, de prendre toutes les précautions pour que la vérité ne soit jamais connue. Voyons ceci d'un peu plus près.

Il n'y a en Tunisie que 350 Simca Aronde. Or, Fehrat Ached a été acheté dans une voiture de ce type qui a aujourd'hui disparu puisque le juge tunisien chargé de l'affaire n'a pu réussir à la voir. De plus, rien n'a été fait pour essayer de vérifier l'emploi du temps des 350 Simca.

Aujourd'hui, ce juge tunisien a été dessaisi de ses fonctions en faveur d'un juge français ultra-colonialiste.

Une liste de membres de la « Main Rouge » que l'on sait avoir participé à des attentats a été dressée par la résidence et personne n'a été inquiété ou arrêté.

Les témoins intéressants n'ont pas été interrogés. Comme on le voit, le gouvernement français a bien pris ses dispositions pour que la vérité n'éclate jamais devant la classe ouvrière française. Il n'ose pas prendre la responsabilité de son acte !

•

L'affaire des assassinats de Casablanca des 7 et 8 décembre vient aussi de rebondir.

P. PHILIPPE.

(*Suite page* 2, *col.* 5.)

LA LOI DE FINANCES EST VOTÉE
Une nouveauté... des articles cadres : des décrets-lois camouflés
La réaction triomphe comme au temps de Daladier-Reynaud
Plus du tiers du budget pour la guerre

LA loi des Finances était le principal enjeu de l'existence ou de la non-existence du ministère Mayer. Par le vote de celle-ci, 374 voix contre 214, l'homme de Rothschild et Cie a franchi le cap pour la partie la plus épineuse de son programme.

Ce n'est pas parce que les voix socialistes, progressistes et communistes se sont unies contre ces décrets-lois que les travailleurs doivent tirer la leçon que « leurs » représentants ont agi consciencieusement. Nous le verrons d'autre part. Tout ceci n'étant que calcul politique et amuse-gueule pour les derniers croyants des bienfaits du socialisme parlementaire.

Le premier décret-loi concernait la réforme fiscale pas bien méchante, croyez-le. Il s'agissait de combattre la fraude fiscale. Cela fait bougrement de temps qu'on en parle et cela ne fait rien entrer dans les caisses du gouffre-Etat.

Cependant, les termes employés par le gouvernement ennuyaient quelque peu M. Boisdé (A.R.S.) et la Chambre lui donna entière satisfaction pour une petite rectification du texte proposé. Voilà ce qu'il advint de l'article tendant à des mesures répressives contre la fraude fiscale : **d'adopter des mesures tendant à éliminer la fraude fiscale.** M. Boisdé pense à sa clientèle électorale qui n'est nullement composée de travailleurs.

De cette manière, cela permettra au futur ministère d'avoir déjà un programme, une plate-forme pour en amuser, la nième fois, quelques-uns. Cela fait longtemps que ça dure et nul ne se soucie en haut lieu de faire cesser la comédie. On s'y complaît aisément.

Le deuxième décret-loi concerne la Sécurité Sociale, c'est-à-dire une étatisation camouflée de celle-ci. Bien qu'ayant abandonné le projet de recul de la retraite, mesure trop impopulaire, le gouvernement actuel, comme le précédent, n'en continuera pas moins à ourdir son complot contre la Sécurité Sociale, jusqu'à la mainmise complète de l'Etat sur la gestion de celle-ci. Les travailleurs ne doivent donc pas relâcher leur combat pour que la Sécurité Sociale soit, certes, améliorée, car il s'y découvre de temps à autre quelques petits scandales dont profitent ses ennemis jurés et avoués, mais pour qu'elle soit gérée entièrement, totalement, par les travailleurs et qu'elle ne soit pas la chasse gardée de tel ou tel parti.

La loi des Finances votée, c'est la liberté pour le gouvernement d'agir à sa guise. Il peut, dès demain, si la majorité reste stable — et rien pour l'heure n'en doute — augmenter les impôts à volonté, même si l'opposition pouvait s'élever au Parlement contre l'adoption des lettres rectificatives concernant les articles-cadres, à moins,

Robert JOULIN.

(*Suite page* 2, *col.* 3.)

FOSTER DULLES
vient donner ses ordres aux valets de l'impérialisme américain

DONC Foster Dulles est en tournée d'inspection en Europe.

Il vient examiner sur place la situation actuelle, sans cacher que la politique américaine en Europe occidentale sera repensée, dans une certaine mesure, si les efforts pour une unité européenne viennent à échouer. Effectivement, les tensions internes sont nombreuses en Europe où, seul, Adenauer semble approuver Dulles sans réserve.

Dans les autres pays, il n'en est pas de même. Le gouvernement belge est inquiet. Il ne cache pas que tout retard de mise au vote des traités sur la communauté de défense européenne (C.E.D.) est préjudiciable au crédit belge à Washington. Mais insensible à cet argument trompeur, une campagne soutenue est menée pour ramener le service militaire de vingt et un à dix-huit mois.

L'Angleterre est disposée à établir avec la C.D.E. la coopération politique et militaire la plus étroite, mais sans entrer dans la communauté.

Ainsi, la Grande-Bretagne se garde comme toujours une porte de sortie.

Notons en passant que ce même pays signale que si les accords de Bonn avaient été votés, il eût été impossible de dévoiler le complot nazi sans proclamer l'état d'urgence.

Pendant ce temps, en France, le projet de ratification des traités de Bonn et de Paris est déposé sur le bureau de l'Assemblée. Somme toute, l'éditorial de « Life » qui traitait la France de

Claude TRASSIN.

(*Suite page* 2, *col.* 3.)

Appel à tous

CAMARADES, AMIS LECTEURS,

IL FAUT TENIR

Il y a deux ans, nous faisions un appel pressant à tous. A nos camarades, à nos amis, à tous, nous rappelions ce qu'était le «LIB».

A vous tous, nous disions que le « Lib » était depuis plus de cinquante ans autre chose qu'un journal comme les autres. Qu'il était la tribune permanente où retentit depuis toujours la seule parole révolutionnaire réelle.

Depuis huit ans le « Libertaire » a été assuré régulièrement chaque semaine. Depuis huit ans, par les efforts constants des militants qui se relaient pour l'animer — à travers des difficultés qui auraient été pour tout autre journal insurmontables — le « Lib » a clamé sa protestation contre les iniquités d'une société enfantant dans sa décadence une barbarie nouvelle.

Et il a su, par-dessus le pessimisme mortel de notre temps, maintenir ouvertes les perspectives d'espoir de la Révolution Sociale qui se fera.

L'effort consenti par tous à notre appel du 1er Décembre 1950 a permis au « LIB » de continuer à faire entendre sa voix et d'exalter dans le cœur de chacun l'optimisme révolutionnaire qui nous a fait nous grouper autour **de notre Fédération Anarchiste.**

Le Libertaire doit vivre

Depuis deux ans, les prix de l'impression, les frais généraux ont augmenté, un procès, des amendes très lourdes dont la justice bourgeoise a gratifié plusieurs de nos militants nous ont ramenés au bord du gouffre.

Une fois encore notre « LIB » risque de disparaître. Et encore une fois nous vous disons le **Libertaire doit vivre.** Et c'est vous camarades, amis lecteurs, **qui pouvez le plus.**

Si le « LIB » disparaissait, vous savez toute la perte que cela représenterait, quel vide cela serait. **Y a-t-il une autre voix de la justice et de la liberté ?**

A un moment, où notre présence est plus que jamais nécessaire, où le devoir de l'avant-garde lucide est d'être présente parmi les masses populaires, même abusées, le **« Libertaire» ne doit pas disparaître.**

Pour cela nous devons renouveler l'effort que nous avions déjà consenti une fois. Nous proposons le versement, régulier, **de CINQ CENTS FRANCS par mois.**

Nous savons que tous ne peuvent assurer un tel effort. Mais nous savons que les plus défavorisés d'entre nous chaque fois qu'ils le pourront, viendront ajouter leur participation à l'effort régulier des autres.

L'abonnement reste d'ailleurs un des moyens les plus simples d'aider efficacement la trésorerie du « LIB ». Et le premier effort de tous nos vrais amis doit être d'abord de s'abonner.

S'abonner, abonner un ami, verser à la souscription permanente, s'engager à un versement régulier, voilà ce qui s'offre à tous les amis du « Libertaire ».

Il est impossible que cet effort ne soit pas fait et, grâce à tous,

PREMIÈRE LISTE DE SOUSCRIPTION

Sayas	100	Aberlin	200	Croissant	50	Gr. Lyon	5.000
Houchot	200	Scarceriaux	2.150	Stock	200	Fabre	200
Megay	500	M. Paris-14e.	100	Renato	10.000	Lancellin	300
Berthier	100	Gravot	260	X...	100	Colin	200
Melin	100	Hémy	1.000	Lola	100	République	100
Crozet	125	Blanchard	500	X...	200	Brévot	300
Cohen	200	François M.	200	Jo. P.N.	200	Poulalier	300
X...	200	Ausir	500	Blanchard	500	Villioti	500
Jo P.M.	200	Bourdier	400	Deton	300	Gabrielle	200
Blanchard	500	Rombralès	100	Bournez	500	Simon	300
Flo	200	Blanchard	500	Vajaille	800	Thomas	1.000
François	300	François M...	200	Bernard	350	Chevy	1.000
Heurtel	100	Landry	200	Sala	1.000	Grinaud	500
Blanchard	500	Henri	1.000	Degroote	500	Ome	170
Robin	300	Vietminh	2.000	Legrand	200	Ottie	500
Pastre	500	L. R.	100	Brats	100	Harroué	200
Renault	880	Blanchard	500	Roche	250	Brun	1.000
Hémy	200	G. Satabin	200	Duval	500	Leblanc	1.000
Couteau	600	Beshayer	200	Le Gall	500	Profit	200
Duina	200	Descamps	230	Lafont	200	Mathivet	500
Crinier	500	Aulnay	200	J. M.	500	Andant	500
Baliko	250	Fabert	200	Debuze	1.000	R. L.	3.000
François	200	Nunckler	600	Tanguy	500	Viet Minh	5.000
Seguela	100	Un compagno	1.000	André et Mo-		X...	500
Guy	2.000	La société	100	no	1.200	Marcel	1.000
Félix	500	Laval	200	X...	300	Tolbiac	500
Aragon	100	Monique	100	Chamure	500	Attisnost	100
Lesbats	100	Said	100	Bonneuil	500	Souchi	150
Paulette	100	François M...	300	Grosdidier	100	Villiger	200
Aragon	100	X...	10.000	Lozach	200	Vaubaillon	500
Janète	100	Blanchard	500	Méallier	200	Joseph Louis	200
Vicente	200	Car	100	Maingot	50	Un retarda-	
Delarue	50	Ajiste	100	Chaillot	100	taire	1.000

LE LIBERTAIRE VIVRA

Le Comité National.

RÉFLEXES DU PASSANT

Une industrie prospère

PAR ces temps de faiblesse économique plus ou moins chronique et de décadence monétaire, il est réconfortant d'apprendre que les vieilles et traditionnelles valeurs permettent encore aux hommes soucieux de l'avenir des placements de pères de famille. La bondieuserie en effet, maintient, contre vents et marées, une cote des plus flatteuses. Sans risque d'erreur on peut même affirmer la montée permanente des Saintes-Vierges et autres Christs en simili bronze dont la demande est activée par guerres « justes » et libératoires du passé, du présent et de l'avenir.

On nous apprend, d'ailleurs, que les services (commerciaux) de la grotte de Lourdes ont dénombré en 1952, l'arrivée dans cette ville de 2.500.000 pèlerins contre 1.852.000 pour la période correspondante de l'année précédente. Fait à noter, la statistique nous informe qu'il y eut, parmi tout ce beau monde, 4.000 aviateurs venus de tous les points du globe à l'occasion de la « Semaine de l'aviation ».

Ceux de Corée et d'Indochine devaient sûrement être là, peut-être même les deux « as » qui lancèrent la « bombe » sur Hiroshima. Tous ces chrétiens qui font la guerre au nom du « Sauveur » ont bien entendu leur place à Lourdes, lieu des miracles et du rendez-vous de ceux qui ont choisi le « noble » métier des armes.

Quatre milliards de devises ayant été dépensé à l'occasion de ces festivités religieuses, le rédacteur du « Figaro » où j'ai puisé mes informations, conclu par cette phrase hautement chrétienne : ...que Lourdes... devient la véritable plateforme économique de la région Pyrénées-Atlantique.

Après ça il ne reste plus qu'à tirer l'échelle et de renvoyer à M. Mauriac tous les médisants qui insinuent que christianisme ne fait pas le bonheur des marchands de soupe... Les économiquement faibles qui font semblant d'ignorer être bondieusement fort.

Car les pauvres iront siéger à la droite du Seigneur. C'est connu. Et l'on se demande pourquoi ils insistent pour rester ici-bas jusqu'au bout. C'est tellement facile de ne plus avoir faim... Facile pour le home. Pas pour la vierge de Lourdes. A ce jour elle n'a pas encore réussi à guérir cette maladie. Mais peut-être ne veut-elle pas que la clientèle de prédilection de son « Père » ne se raréfie ?

OLIVE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Qu'est-ce que l'école Libre?

Au moment où l'on accorde la plus grande importance à l'école cléricale, à une époque où l'Etat subventionne ouvertement et largement l'enseignement dit « libre » primaire, secondaire et depuis peu l'enseignement supérieur, nous avons jugé à propos de rassembler un certain nombre de documents au sujet de cet enseignement. Nous parlerons au cours de cette enquête d'un établissement primaire et secondaire (de la maternelle au bac). Nous verrons comment est recruté le personnel et nous noterons quelques particularités de l'enseignement donné par les cléricaux. Les lecteurs comprendront pourquoi nous ne situons pas exactement l'école dont nous parlons. D'abord il est inutile d'attirer les foudres de la « Supérieure » sur les institutrices et les élèves qui nous ont communiqué la documentation et puis finalement les écoles libres se ressemblent toutes : ce qui est vrai pour celle-ci l'est également pour la plupart des autres.

I. La triste histoire de Claude F... institutrice « libre » :

Voici comment on recrute du personnel chez les curés.

Claude F... a 19 ans, elle a interrompu ses études pour un an parce qu'elle faisait de l'anémie et il se trouve qu'au bout de l'année, elle n'a pas pu retourner au lycée parce que son père était mort et parce qu'elle seule pouvait le remplacer.

Elle a une première partie de baccalauréat. Comme elle ne peut pas espérer trouver de place intéressante et qui ne la fatigue pas trop (c'est-à-dire à proximité de son domicile) et comme elle est « pieuse », elle va tout naturellement trouver la « Mère supérieure directrice » de l'école libre de X... Ladite « Mère », par charité chrétienne sans doute, lui propose de faire la classe aux enfants de 3 à 5 ans « au pair ». C'est-à-dire, qu'en échange de son travail, on l'autorisera à suivre les quelques cours de philosophie que son horaire lui permettra de suivre. Elle a le « courage » de refuser ce que bien d'autres auraient accepté car elle trouve la proposition par trop scandaleuse et puis elle a besoin d'argent...

On lui confie donc, après bien des hésitations, une classe élémentaire cinq jours par semaine de 8 h. 30 à 11 h. 30 et de 13 h. 30 à 16 h. 30. On la paie 17.000 francs par mois. Les études qu'elle est tenue de surveiller ne lui sont pas payées.

Dans quelques écoles libres, les crédits Barangé ont été utilisés pour ce à quoi ils étaient en partie destinés — à savoir, grossir un peu les traitements souvent dérisoires du personnel.

A l'école de X..., non seulement, on n'a pas donné aux institutrices les 1.000 francs par élève et par trimestre auxquels elles avaient droit, mais encore on leur a demandé instamment de dire aux inspecteurs — s'il s'en présente — qu'elles bénéficient réellement des crédits Barangé.

Avec l'argent des crédits, on a fait construire deux classes de quarante places chacune (ce que l'école laïque ne peut pas se permettre). On n'a pas fait installer le chauffage central bien qu'on le promette aux élèves depuis 5 ans. Toutes les classes ont un poêle à bois. Ainsi Claude F... a fait pendant trois mois la classe à 18 enfants dans un préau fermé, chauffé par un poêle qui dégage de l'oxyde de carbone. Pour toute sécurité on l'a prévenue du danger et on lui a recommandé de *sortir toutes les cinq minutes* avec les enfants pour ne pas être asphyxiés ! Comme elle n'avait pas l'intention de faire attraper froid aux enfants, Claude F... a ouvert une fenêtre au lieu de sortir — la fenêtre qui donnait sur elle. La pauvre fille s'en est tirée avec une bronchite, elle a dû prendre huit jours de congé. La directrice religieuse s'est autorisée de cela pour ne lui payer que la moitié de son mois : soit 8.500 fr.

Si nous nous sommes attardés sur cette histoire assez lamentable, c'est que les Claude F... foisonnent dans les écoles cléricales. Ces institutrices n'ont aucun espoir de gagner plus de 17.000 francs avant la fin de leur carrière. Si elles restent là c'est souvent pour des raisons de santé (elles ne peuvent rien faire d'autre) ou parce que le peu d'argent qu'elles gagnent grossit les pensions, rentes, etc., qu'elles touchent par ailleurs.

Les jeunes filles qui veulent continuer leurs études tout en faisant la classe quittent très rapidement l'école libre de X..., car la directrice fait tout pour les gêner dans leurs travaux personnels. Si Claude F... quitte, cela ne gênera en rien la « bonne » Mère car elle trouvera immédiatement des cas semblables à exploiter. Il y a foule au bureau d'embauche.

(*A suivre.*) Michel MALLA.

(Dans le prochain article : *Les laïcs et les ecclésiastiques enseignants; L'enseignement du français à l'école libre secondaire*).

Ils soustraient les cadavres

(*Suite de la première page*)

C'est du centre catholique des intellectuels français que la chose est partie. Le secrétaire de ce centre, grand ami de Mauriac aurait dit dans une réunion spécialement faite à cet effet, que la journée du 7 décembre s'était passée dans le calme absolu et qu'il avait fallu la provocation des carrières centrales pour que le sang coule.

Il a aussi déclaré qu'une souricière avait été tendue le lendemain, à la maison des syndicats par d'impressionnantes forces armées, la fusillade qui s'ensuivit et les lynchages de Marocains auquel se livra une foule surexcitée. Au total, affirma-t-il, c'est non pas 50 morts du côté marocain qu'il faut compter, mais très probablement plus d'un millier ».

Ces affirmations peuvent sembler paradoxales dans la bouche d'un disciple de Mauriac. Mais n'oublions pas que la partie de la bourgeoisie dont il fait partie a conservé une certaine morale, disons... chrétienne, qui la pousse à condamner en principe les crimes coloniaux. Mais cette même partie de la bourgeoisie, du fait de la détermination de classe est obligatoirement intégrée dans la politique colonialiste. De même les socialistes politiquement intégrés dans la bourgeoisie se sont vu contraints de matraquer les ouvriers tout en condamnant, sur le plan strict de leur idéalisme, ces mêmes matraquages. De là proviennent ces réactions qui sont effectivement des contradictions inhérentes à la classe bourgeoise.

•

Il n'en reste pas moins que les faits sont bien **monstrueux** ! Des réactionnaires, amis et partisans du régime actuel avouent que ce même régime a fait mille morts à Casablanca !

Bien sur le gouvernement et le général Guillaume nient les faits. Mais ils sont tellement affolés qu'ils ne sont pas d'accord sur le chiffre officiel des morts : pour Guillaume c'est 33 et pour le gouvernement 38 dommage que le ridicule ne tue pas !

Mais, à nous, il nous est possible d'imaginer l'horrible vérité ! Des bandes racistes surexcitées lynchant plus de mille indigènes, les mitraillettes de la police ouvrant des trous énormes dans les rangs massifs des manifestants.

A Bordeaux, la bourgeoisie française est en train de faire le procès des assassins d'Oradour où 600 personnes ont trouvé la mort.

Mais il manque à Bordeaux les assassins de Casablanca où des milliers de cadavres crient vengeance, les assassins du Cap Bon et de Fehrat Hached, les assassins soutenus et payés par le gouvernement français !

Pour le vrai communisme

SOUSCRIVEZ !

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

Mise en scène en Corée

La mort au programme

« Vous êtes cordialement invité à assister au spectacle organisé le dimanche 25 janvier 1953 par le général Wayne Smith, commandant la 7e division américaine en Corée. On tuera (plus particulièrement) aux heures mentionnées sur le programme. Une discussion-débat suivra les réjouissances. Rendez-vous à l'heure H très précise. »

En outrant à peine la réalité, on peut imaginer les cartes d'invitation envoyées aux hautes personnalités militaires, ainsi qu'aux journalistes conviés à assister à la prise d'une crête « de l'os en forme de T » par les fantassins du général précité. Tout ce beau monde se frottait déjà les mains, on allait voir un joli morceau de guerre héroïque, une bataille « pour de vrai », une aubaine !

Malheureusement, comme cela arrive quelquefois dans les spectacles les mieux montés, il y a eu l'incident technique. Oh ! pas grand-chose, quelques armes automatiques sino-coréennes en haut de la crête. Les organisateurs se trouvèrent alors devant un cas de conscience, si l'on peut employer ce mot en parlant de militaires : fallait-il, obéissant à la plus élémentaire sagesse, cesser l'assaut, mais gâcher le plaisir des spectateurs, ou bien laisser continuer le massacre ? Comme on ne doit jamais être discourtois envers ses invités, la bataille continua donc, pendant quatre heures, avec des centaines de morts au bilan de l'opération.

Eh bien, le croira-t-on ? Malgré tant de bonne volonté, les gens ne sont tout de même pas contents !

1° Les familles des garçons ayant servi de « figurants » dans cette sinistre comédie, et dont un grand nombre, contrairement à ce que nous croyions auparavant, sont des appelés et accomplissent leur service militaire sur le front coréen. Ces familles trouvent que la mort de leurs fils fut décidée d'une manière quelque peu désinvolte.

2° Les « z'élus » du peuple, qui reprochent le côté spectaculaire (signalons qu'il s'agit là de républicains, dont on connaît en effet l'aversion traditionnelle pour le spectaculaire ; voir, pour exemple, le sacre d'Eisenhower) de l' « incident », la distribution aux spectateurs de programmes cartonnés contenant le déroulement complet de l'offensive, les journalistes, etc... Bref, le Congrès engueule le Pantagone, les civils se heurtent aux militaires. Rassurons-nous, cela n'ira pas loin, ce conflit coûtera moins cher que la prise MANQUEE de la crête de « l'os en T ».

En fait, le gros reproche réside surtout dans cette prise MANQUEE, et tous les députés d'abord bien entendu, mais peut-être aussi inconsciemment les familles, soulignent le côté VAIN du sacrifice des jeunes soldats. La crête eût été prise, gageons que la publicité, les journalistes, les programmes, tout cela eût été oublié, les gars de la 7e division ne seraient pas morts « pour rien » !

Du reste, l'affaire rebondit, car le général Van Fleet, supérieur hiérarchique direct de Smith, dément formellement le côté « jeu de cirque » de celle-ci et surtout son INUTILITE. Nous y voilà. Ecoutons-le : « Je suis stupéfait du bruit fait autour d'une opération d'un intérêt tout fragmentaire. Elle a, d'ailleurs, été un succès et sa valeur n'est pas à discuter. » Aux dernières nouvelles, certains membres du Congrès, spécialistes des questions militaires, entérinent l'opinion du général et déclarent que l'opération « Spectacle » fut rendue nécessaire pour des raisons tactiques. Cette attitude n'est pas pour nous étonner, ou nous scandaliser.

Ne seront étonnés, ou scandalisés, que ceux croyant à une quelconque « humanité » de la guerre et à une quelconque honnêteté d'hommes, dont la tâche est précisément de préparer un futur conflit. Pourquoi ceux-ci se boufferaient-ils le nez SERIEUSEMENT pour une « petite affaire », comme le dit le général Van Fleet ? Quant à la mise en scène des batailles préparées sur commande, cela s'est toujours fait. En 1914-18, n'y a-t-il pas eu des histoires d'attaques organisées à la hâte, sur des fronts très calmes, simplement pour montrer à des souverains « alliés », en visite dans les tranchées, toute la beauté résidant dans le spectacle d'une compagnie d'infanterie fauchée par la mitrailleuse ? A notre avis, ce qui serait étonnant ou scandaleux, c'est que les exploités ne se préparent pas à une lutte sans merci contre les causes de la guerre elle-même.

CHRISTIAN.

FOSTER DULLES

(*Suite de la première page*)

putain semble très justifié. Si les U.S.A. jugent la France sur son gouvernement, la comparaison est valable. Ce gouvernement ne compte-t-il pas demander une aide pour la guerre colonialiste d'Indochine ?

Il est vrai que Dulles ne prendra pas d'engagement. Il se contente de placer les différents gouvernements devant le dilemme trompeur : le réarmement ou la ruine par absence de dollars.

Effectivement, c'est ce qu'il y avait de plus net dans le premier discours de Dulles, en tant que secrétaire d'Etat.

Les observateurs bien pensants n'en ont retenu, cela va de soi, que les aspects secondaires.

Dulles a annoncé sans rire que la nouvelle politique serait ouverte aux yeux de tous, simple pour qu'elle puisse être comprise de tous, et enfin convenable et morale. Le ton de ce discours était très imagé et assez peu diplomatique.

C'est ce point sans importance qui choqua le plus une bonne partie de la presse. Le plus comique de l'histoire est que, sans doute par réaction contre ce langage vulgaire, « l'Humanité » attaquait le lendemain ce « discours comminatoire » (qui contient une menace d'après Larousse)...

N'est-ce pas en même temps un dernier coup de pied à Marty et à son langage plébéien ? De ce discours, il ressort malgré tout que, comme tous les élus du monde, Eisenhower a du mal à concilier les promesses électorales et les réalités de la situation mondiale, et cela sans grand changement politique. Le Congrès réclame déjà le retour des forces U.S. de l'extérieur.

Il apparaît donc que ce grave problème de l'Europe soit pour le gouvernement américain un mouvement de diversion (entre autres buts).

La presse a été choquée également lorsque Dulles a déclaré en substance aux gouvernements des divers pays européens : « Ne venez à Washington qu'après ratification de l'armée européenne. »

Il a bonne mine, Mayer et ses projets de voyage...

Cependant, dans cette affaire, ce ne sont pas les détails qui nous inquiètent. Un point important est à noter : deux « experts russes » du département d'Etat, Charles Bohlen et George Kennan, ont été récemment évincés. Ils étaient partisans de l'endiguement du communisme et non de son refoulement. Et c'est dans les causes de cette disgrâce que nous voyons un danger de guerre.

Comme nous le mentionnons dans le « Libertaire », ces épurations (des deux blocs du reste) sont un signe avant-coureur de la guerre. Le raidissement de la politique américaine vis-à-vis du réarmement de l'Europe ne laisse rien présager de bon non plus.

L'avenir est sombre.

C'est pourquoi il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Il faut lutter contre le réarmement, de quelque pays que ce soit ; il faut lutter contre les politiciens qui nous entraînent tous vers la guerre ; il faut lutter contre la misère et le chômage.

La classe ouvrière, unie au sein du TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE aura raison de la guerre, de la réaction.

La classe ouvrière saura amener la paix par le communisme libertaire.

Plus du tiers du budget pour la guerre

(*Suite de la première page*)

comme nous le disions ci-dessus, d'un renversement de la majorité.

Il nous faut cependant revenir sur l'attitude des socialistes qui se sont refusés à voter la loi des Finances, mais ont voté des deux mains le budget de la guerre. Ce dernier représente officiellement 1.279 milliards du budget général (3.751 milliards), c'est-à-dire plus que le tiers. Nous disons officiellement, car dans ce budget meurtrier est compris la part réservée au massacre des Indochinois que l'on nous annonce de 376 milliards, mais, voici à peine un mois, on nous l'indiquait pour la somme de 539 milliards. On a de bonnes raisons d'être sceptique, comme vous le voyez. L'Union sacrée est réalisée avant son terme. Le capitalisme est satisfait.

L'attitude du P.C. n'est pas plus différente. Renversez la position actuelle de la soumission gouvernementale aux U.S.A. par l'autre soumission à l'U.R.S.S. et, ce jour-là, comme un seul homme le P.C. votera le budget de la guerre contre les U.S.A.

Quand A. Malleret (alias général Joinville) préconise une politique militaire nationale, dans l' « Humanité » du 29-1-1953, nous ne sommes pas dupes des trop grands désirs de paix, ni de cette alliance préconisée des ouvriers, des paysans et **des petits bourgeois** qui agirait **jusque sur le plan parlementaire pour l'honneur national.** Nous pensons que ce général, en mal de fonction, usurpe et falsifie les sentiments des travailleurs.

S'ils y tiennent tant que ça ces généraux actuels à mourir pour la patrie — c'est très très rare — qu'ils se nomment Joinville, de Gaulle, Petit, Juin, Montalembert, etc., un bon conseil : suicidez-vous sans plus tarder. Un peu de courage suffit, mais parler de courage à un général, c'est aller un peu loin... Cependant, n'omettez point de réfléchir que la lutte révolutionnaire des travailleurs contre le capitalisme inclut les soutiens de celui-ci, armée, police, etc., et que votre élimination est donc prévue au programme. Ce jour-là, sans vous, la paix entre les peuples aura fait un grand pas.

CONTRE LE FASCISME

(*Suite de la première page*)

donné, le 12 février 34 devait aboutir à la marée ouvrière de juin 36.

. . . . . .

Nous sommes de nouveau en février 34. Sans doute, le fascisme se montre-t-il sous d'autres visages, mais sa montée est sensible partout, derrière le renforcement de la réaction classique. La situation est différente surtout en ce que nous n'apercevons pas de riposte ouvrière. Et pour qui s'en tient aux apparences, il y a lieu de désespérer.

Mais y avait-il une réaction ouvrière quelques mois avant février 34 ? Les réactions ouvrières sont des phénomènes complexes, difficiles à prévoir et à évaluer. Souvent, elles ne se manifestent que comme *riposte* aux tentatives de l'ennemi. Un essai d'assaut fasciste pourrait, dans quelques mois, aussi bien qu'il y a dix-neuf ans, susciter un sursaut prolétarien, une action de masses, qui, plus encore qu'en 34, se ferait malgré les chefs des partis et des syndicats, sans eux ou même contre eux.

Mais sans organisation anarchiste solide et présente, un tel sursaut serait sans lendemain.

Pour qu'il soit possible, pour qu'il soit le premier acte de possibilités révolutionnaires, pour que le fascisme ne passe pas, le devoir est tout tracé : présence et organisation, lucidité et volonté.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

LA SAULAIE - D'OULLINS

Vendredi 13 février, à 20 heures 30, salle de l'ex-café Voron, 33, avenue Jean-Jaurès.

Sujet : Ce qu'est la Fédération anarchiste. Son but : Le Communisme Libertaire.

***Orateurs :* LAVOREL, JOUANNIN, TARDIFF.**

SYMPATHISANTS ET JEUNES

Sur l'initiative du Comité régional de la F. A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission recevra chaque mercredi, de 20 heures 30 à 22 h. 30, 1er étage, 24, rue Sainte-Marthe, Paris-10e. Métro : Belleville.

LE 28 FÉVRIER 1953

SALLE SUSSET, 206, quai de Valmy, Paris-X*, à 20 h. 30

Vous viendrez applaudir...

JANETTE PICO
Chanteuse de la Radiodiffusion française

CHARLES BERNARD
Chansonnier du Caveau de la République

GEORGES BRASSENS
Notre moderne troubadour

RAYMOND ASSO
Notre poète libertaire

REMY CLARY — Chanteur de la Radio-Télévision

CHARO MORALÈS — L'éblouissante danseuse espagnole

LISETTE et PHILIBERT
Les Enfants terribles de la Chanson

et

LÉO FERRÉ

AU SPECTACLE DE VARIETES

offert par le Comité Régional de la F.A. à ses AMIS
Celui-ci sera présenté par notre sympathique Camarade.

GASTON GASSY

qui assure la responsabilité totale de la réception des retardataires...

UN BAL DE NUIT

vous enthousiasmera jusqu'à l'aube avec le concours d'un orchestre réputé.

Retirez vos cartes d'invitation à notre permanence, 145, quai de Valmy, ou à nos vendeurs à la criée du « Libertaire ».

Il y a vingt ans, le 30 Janvier 1933

LE FASCISME S'IMPLANTAIT EN ALLEMAGNE

par Frantz FURSTENBERG

LA Bourgeoisie allemande eut 15 ans pour accoucher de son enfant le plus désiré, le plus attendu, le plus choyé, le plus envié : le régime « national-socialiste ». Quinze ans pour mettre au monde ce monstre qu'enfante naturellement, dans les douleurs des crises et des guerres, tout régime capitaliste à son apogée de misère, d'injustice et d'absurdité : le fascisme frère jumeau de l'impérialisme. Quinze ans.

1918 : C'est la révolution sociale : partie des ports où les marins se sont mutinés, appuyés par les ouvriers, elle a vite gagné l'ensemble du pays où les conseils d'ouvriers et de soldats se multiplient enlevant par la violence le pouvoir à la bourgeoisie.

1933 : Les nazis entrent au gouvernement aux côtés du porte-parole du gros capital : Hugenberg, du diplomate aristocrate von Neurath et du général von Blomberg.

Pour comprendre comment s'est effectué une telle évolution à la place de la révolution manquée, il est bon de rappeler quel était alors le rapport de force entre les classes sociales allemandes.

Face à face se trouvent : *l'oligarchie féodale* des gros possédants (environ un million et demi de personnes) d'origine soit terrienne et aristocratique, soit industrielle et bourgeoise.

Et le *prolétariat* de 30 millions de personnes dont 18 millions de travailleurs.

Mais entre ces deux blocs antagonistes s'interpose la masse des *classes moyennes* aussi nombreuse que le prolétariat : 30 millions de personnes, dont 17 à 18 millions de travailleurs soit possédants (paysans propriétaires, petits et moyens industriels, commerçants, artisans), soit salariés (professions libérales, fonctionnaires, employés).

Le jeu d'une telle structure sociale caractéristique d'un des pays les plus avancés sur la voie de l'industrialisation est facilement catastrophique d'un point de vue révolutionnaire. Même si elles apparaissent au cours des crises (1920-23, 1929-33) en voie de paupérisation rapide, si elles semblent se prolétariser, elles n'en constituent pas moins qu'un « prolétariat en faux col » normalement dépourvu de conscience de classe et de combativité révolutionnaire qui, malgré le nombre des chômeurs, de démobilisés, de jeunes inemployés, n'aspire qu'à rétablir l'ordre ancien et leurs privilèges.

D'autre part la classe capitaliste dirigeante représente à côté de la force d'inertie des classes moyennes une puissance terriblement dynamique, entreprenante et habile. Touchée peu profondément par la guerre « Nous avons sauvé l'industrie, c'était l'essentiel », a dit Ludendorff en 1918, l'économie allemande voit son potentiel de production augmenter d'un tiers jusqu'en 1931 grâce aux capitaux étrangers (surtout américains) attirés par le plan Dawes « le plus énorme investissement de l'histoire financière ». Les possesseurs de cet appareil formidable savent qu'une toute petite équipe de technocrates suffit à le diriger, encore faut-il que ceux-ci ne soient pas gênés par un régime parlementaire qui permette un certain contrôle. Il faut donc mettre la main sans partage sur l'Etat. Pour réaliser l'opération il faut trois éléments : de l'argent, des troupes et la propagande politique.

L'argent ne manque pas à ces messieurs.

Les troupes non plus. Elles se recrutent dans la masse de ceux qui sont toujours les fourriers du fascisme : les *Anciens Combattants*. C'est l'histoire des « Fascio », des « Croix-de-Feu », de l' « American Legion », de la « Légion Française des Combattants », etc..., repaires d'autoritarisme et de crétinisme disciplinaire où l'on entretient le culte du chef et la camaraderie de ceux qui sont « unis comme au front », unis par-dessus les vaines distinctions de classe dans un commun abrutissement, de ceux qui regrettent le temps où ils étaient payés, nourris, logés, habillés sans avoir à se poser de problèmes.

Ces Anciens Combattants, robots sanglants, le vainqueur s'empresse de les rendre au vaincu pour lui éviter toute Révolution. Et Foch, en 1918, n'a pas manqué de rendre au maréchal Hindenbourg le service que Bismarck avait rendu à Thiers en 1870 en libérant les prisonniers de guerre destinés à écraser la Commune.

En Allemagne les organisations militaires et paramilitaires sont alors :

L'Armée nationale (La Reichswehr) dont l'effectif fixé par le vainqueur ne peut dépasser 100.000 hommes et la Police (Schutzpolizei) prévues par le traité de Versailles pour mater tout mouvement populaire.

Mais il y a les Corps Francs, formations irrégulières qui guerroient à l'Est et dont le plus célèbre est le Baltikum du général Kapp, les organisations secrètes (Orgesch, Sainte-Vehme...), et l'état-major qui dirige toute cette activité militaire : le Club des Seigneurs à Berlin (Le Herrenklub).

Enfin, il y a les associations d'anciens combattants proprement dites, de tendances politiques diverses mais dont la plus connue, celle des Casques d'Acier (Stahlhelm), est dirigée par Hugenberg.

Déjà un premier assaut a été donné au régime par les Corps Francs et le 13 mars 1920 Kapp est proclamé chancelier. Le lendemain la *grève générale* le force à s'enfuir.

Le 9 novembre 1923 Ludendorff aidé par un parti nazi embryonnaire échoue aussi.

C'est sur la *propagande*, point faible des tentatives qui ne parviennent pas à rallier une fraction suffisante de la population que va se porter l'effort patronal. Cette propagande, elle est dans l'air depuis des années, travaillant considérablement l'opinion publique. Toute une littérature provenant soit d'écrivains célèbres comme le français Gobineau, l'anglais H.-S. Chamberlain ou l'allemand Spengler, soit circulant sous la forme de brochures anonymes dont la plus retentissante est celle du Protocole des Sages de Sion, amplifie, précise une idéologie des plus fameuses le pangermanisme, le racisme.

Comme on assiste d'une manière indubitable à de profonds bouleversements politiques, sociaux et économiques, qui ont nom défaite, appauvrissement, chômage, etc..., il s'agit de trouver des boucs émissaires coupables du naufrage de la prospérité allemande pour détourner la colère des masses. Or les masses ont commencé à comprendre que les responsables de leurs malheurs doivent être cherchés dans la classe capitaliste.

On sacrifiera donc les *Juifs* faisant d'une pierre trois coups, en condamnant :

1° Les Juifs d'Allemagne occupant généralement des professions aussi peu populaires que banquiers ou commerçants, surtout en période de crise économique, responsables de tous les désastres;

2° Les « ploutocrates » anglo-saxons concurrents qu'il est toujours bon de rabaisser;

3° Le judéo-marxisme, le bolchevisme, inventions de l'Internationale Financière qui s'est doublée de l'Internationale Communiste.

Ces thèses, si stupéfiantes qu'elles soient, n'en étaient pas moins répandues de toutes parts avec une étonnante profusion.

Parmi les propagandistes de ces idées, réclamant avec le plus de violence la réalisation de changements politiques profonds, l'attention du patronat fut attirée sur un minuscule groupe d'agitateurs : le Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands. Les subventions se firent alors de plus en plus nombreuses et comme les partis traditionnels de droit n'éveillaient plus qu'un faible écho les gros industriels de la Ruhr décidèrent de concentrer leurs efforts sur le Parti Nazi qui eut pour mission de rassembler les revendications populaires en leur formulant des solutions aussi radicales en apparence qu'elles étaient réactionnaires dans l'esprit de leurs promoteurs. Ce fut Mein Kampf qui, motivant de manière passionnelle les buts du programme nazi, sembla l'ouvrage le mieux apte à être répandu et à soulever un écho favorable dans les milieux les plus larges.

Or si l'idéologie fasciste par son origine étant parfaitement adéquate à la bourgeoisie fut adoptée par une grande partie des classes moyennes, il est tout à fait douteux qu'elle ait jamais tout au moins *avant* l'établissement du régime fasciste pu s'imposer à une partie appréciable du prolétariat.

En novembre 1932 les Nazis n'obtenaient en effet que 33 % des suffrages exprimés et 44 % plus 8 % à leurs alliés « nationaux » en mars 1933 après la mise en place du dispositif de suppression des libertés politiques. La clientèle des partis de gauche s'étant sensiblement maintenu en ce qui concerne les socialistes (et le « Centre » catholique) et même ayant augmenté en ce qui concerne le P.C.

Cependant le drame réside précisément dans cette fidélité lamentable de l'électorat ouvrier à ces partis.

L'un, le parti social-démocrate, s'étant par la conduite de ses chefs (Noske 3-11-1918 : « Je suis en faveur de réformes profondes mais contre une révolution violente... » — Ebert 8-11-1918 : « Je ne veux pas la révolution sociale, non, je la hais comme le péché ») placé ouvertement dès le début de la révolution dans une attitude carrément contre-révolutionnaire, avait désormais montré clairement au monde entier ce qu'est la Seconde Internationale.

Une fourrière de chiens sanglants qui montent la garde autour du capital, une bande d'assassins plus méprisables et plus dangereux qu'aucun parti bourgeois, puisque ne se dévoilant que pour frapper dans le dos le prolétariat insurgé.

Quant à l'autre, le Parti Communiste, son attitude zigzagante avait finalement eut pour résultat de permettre l'accession à la présidence de Hindenburg, puis la victoire nazie au Landtag de Prusse par son refus de laisser passer le moindre mal : les « Social-Traitres ».

Embourbés dans leur marécage électoral, les partis soi-disant ouvriers n'avaient plus la force de barrer la route à une réaction toute puissante à qui s'était ralliée l'ensemble des classes moyennes. Faisant ainsi preuve de leur incapacité foncière à défendre le prolétariat allemand, ils abandonnaient ce dernier au patronat le plus puissant d'Europe appuyé par les classes moyennes les plus pléthoriques. Une Révolution ou même un Front Populaire était irréalisable, succédant à tant de trahisons, de divisions et d'incertitudes.

Néanmoins, le besoin d'une Révolution sociale était encore vivace dans les masses populaires. Il n'est pour en témoigner que de remarquer combien le Parti Nazi dut emprunter de phraséologie au socialisme (jusqu'à son titre !). Parmi ses militants, comme dans tout parti fasciste (se trouvaient des éléments venant de partis de gauche et même parmi ceux-ci en étaient-ils qui avaient en adhérant au nazisme conservé sincèrement leurs aspirations. La tendance de gauche, surtout représentée dans le Nord de l'Allemagne, où était prôné un Nazisme socialiste ni antisémite ni antimarxiste pouvait-elle l'emporter. Certainement pas. Les gauchistes sont très utiles à un parti fasciste car ils sèment la confusion dans la classe ouvrière (1), mais tôt ou tard leur présence devient incompatible avec la réalité de la politique fasciste et ils sont éliminés comme devaient l'être les frères Strasser et Röhm (liquidés sous l'injonction formelle de Krupp).

Il ne faut en effet pas sous-estimer le danger du mythe fasciste fait d'emprunts à la pensée socialiste véritable, non pas principalement vis-à-vis du prolétariat, mais vis-à-vis des classes moyennes si importantes, numériquement et économiquement, dans les pays d'Europe occidentale.

Ces classes, qui souvent n'ont conscience ni d'être exploiteuses, ni d'être exploitées (ce qu'elles peuvent être à la fois), peuvent être accessibles aux slogans de collaboration de classe employés par les gros capitalistes qui eux savent très bien que ce n'est là qu'attrape-nigauds.

(1) Les 25 points du programme nazi contiennent jusqu'en 1928 de sérieuses attaques contre la propriété privée et le désordre capitaliste, concessions (plus à l'associationisme de Feder qu'au Marxisme il est vrai) qui disparaissent à cette date.

La semaine prochaine :

LE MÉCANISME ÉCONOMIQUE DU REGIME NAZI.
FAUT-IL CROIRE AUSSI A LA RESPONSABILITE DU PEUPLE ALLEMAND ?
PRIMAUTÉ DE L'ÉTAT.

LA RADIO

Ecoutez, chaque dimanche à 17 h. 13 sur la Chaîne Nationale

POESIE SANS PASSEPORT

par notre camarade Armand ROBIN

Dimanche 8 février : ATTILA JOSZEF

GALA de

" Solidaridad Obrera "

Nos camarades espagnols nous prient de vous informer qu'ils organisent le 27 mars 1953 le grand gala de la « Soli » où, comme chaque année, se retrouvent fraternellement unis autour du vaillant journal espagnol, tous les camarades anarchistes.

Nous y serons nombreux.

LES TROIS LIVRES DE LA SEMAINE

MÉMOIRES D'UN RÉVOLUTIONNAIRE de VICTOR SERGE

Le témoignage du drame de la Révolution russe par un homme vrai...
Prix : 645 fr. franco

LES FEMMES DANS L'HISTOIRE de OLGA WORMSER

Les hommes ne furent pas seuls à faire l'histoire révolutionnaire
Prix : 930 fr. franco

SI L'ALLEMAGNE AVAIT VAINCU de R. ROBBAN

Si elle avait vaincu... et bien pas grand-chose serait changé
Prix : 465 fr. franco

LES CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

MAKHNO

Les masses dans la Révolution et l'Organisation Anarchiste

(*Mémoires, tome* 1, *pages* 104, 105, 106).

LA Révolution russe avait, dès les premiers jours, posé devant les groupes anarchistes russes et ukrainiens, une alternative catégorique, qui, aujourd'hui, exigeait impérieusement une décision de notre part : aller vers la masse, l'organiser et créer la Révolution avec elle, ou bien s'abstenir et renoncer à la Révolution Sociale.

Il ne pouvait plus être question de s'en tenir à une action de groupes, de se contenter de faire paraître des brochures et des journaux ou d'organiser des meetings. A l'heure des événements décisifs, les anarchistes risqueraient ainsi de se trouver, sinon complètement isolés des masses, en tout cas en queue du mouvement.

L'anarchisme, de par son essence même, ne pouvait accepter un tel rôle. Seul le manque de compréhension et d'enthousiasme révolutionnaire de ses adeptes — groupes et fédérations anarchistes — risquait de l'entraîner dans cette voie.

Tout parti de lutte — le parti anarchiste-révolutionnaire plus qu'un autre — doit tendre à entraîner les masses à sa suite aux heures insurrectionnelles. Au moment où ces masses commencent à lui témoigner leur confiance, il doit, sans se laisser griser, suivre la marche accidentée des événements et saisir le moment où il lui faudra quitter les sinuosités de la voie suivie jusque-là et en détourner la masse des travailleurs. C'est là une méthode ancienne, mais non encore expérimentée par notre groupe et qui ne pourra être mise en pratique que lorsque notre mouvement sera fortement organisé, car tout mouvement de grande envergure doit se développer suivant un plan stratégique établi d'avance, sinon les divers groupes s'ignoreraient les uns les autres et manqueraient de cohésion dans l'action. Un tel mouvement pourrait, certes, être créé au moment même de la Révolution, mais il serait impossible de lui infuser une vie durable, de lui donner un *credo* qui guiderait les masses révoltées vers l'affranchissement définitif des entraves économiques, politiques et morales. Ce serait là une perte inutile en vies humaines, sacrifiées dans une lutte nécessaire et juste, quant à ses buts, mais inégale.

... C'est pourquoi notre groupe s'adonna avec une énergie nouvelle à l'étude des problèmes non encore résolus par le mouvement anarchiste,... tels, par exemple, que celui de la coordination de l'activité des différents groupes dans la lutte révolutionnaire en cours...

LISEZ NE LISEZ PAS

POUR VAINCRE LA PEUR

de ANEURIN BEVAN

ON se laisse facilement aller à une sorte de sympathie pour le parti travailliste anglais. De loin et en écoutant ceux qui prétendent connaître l'expérience travailliste, celle-ci paraît intéressante et laisse sur l'impression d'être quelque chose sur laquelle il faut compter.

Cette impression est si forte que même ceux qui sont avertis des problèmes politiques arrivent difficilement à se débarrasser du mythe d'une ébauche de « socialisation » en Grande-Bretagne. Et cela, malgré les erreurs (!) des travaillistes sur le plan international et leur identité de vue avec les conservateurs sur le plan colonial, bien qu'il faille reconnaître aux travaillistes une lucidité remarquable dans le réalisme. Pour préciser nous rappellerons l'attitude du gouvernement travailliste en 1945 dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Inde qui permit, en donnant un gouvernement autonome à ce pays, de maintenir tous les intérêts impérialistes anglais en Orient.

Ce mythe d'une « socialisation » a d'autant plus de force qu'il a été monté par les « voyageurs » étrangers. Car il faut reconnaître que les militants anglais ont encore cette astuce politique, ou cette modestie, de laisser faire leur propagande à l'extérieur par d'autres qu'eux-mêmes. Il est connu qu'on se laisse plus facilement convaincre par des gens qui ne paraissent pas avoir d'autre intérêt que celui d'être objectif.

Mais Aneurin Bevan, leader de la gauche travailliste a senti le besoin de nous raconter sa vie. C'était enfin, pensions-nous, en apprenant l'édition du livre, une histoire du parti travailliste anglais et des résultats de sa politique par un de ceux qui furent à l'origine même du parti. Les débuts politiques de Bevan se confondent en effet, à quelques années près avec le début de l'influence du parti, dans les quinze premières années du siècle.

Tout de suite nous disons la déception que nous ressentons après la lecture de l'ouvrage malgré les deux premiers très intéressants chapitres. D'ou vient cette déception ? Le titre du livre ne doit pas y être pour rien. Il présente ce caractère d'être commercial, de saisir le client qui passe devant la vitrine du libraire, par la promesse d'une solution à cette peur, à cette insécurité matérielle, morale, dans lesquelles sont plongées les générations de notre époque, alors que cette solution n'est que l'idéal de la démocratie capitaliste. Idéal dont on sait bien l'hypocrisie. Nous reconnaissons toutefois que cette promesse est créée de toute pièce par la traduction qui, littérale est : **à la place de la peur** (In place of fear). Bevan dans le choix du titre fut plus modeste, comme on le voit.

Il n'en reste pas moins que Bevan n'a pas fait autre chose que de nous informer de ses pensées politiques, de son idéalisme politique au sein de la société capitaliste. Cette histoire personnelle de l'auteur nous est livrée détachée même du contexte historique dans lequel elle s'inscrit. Bevan a quand même l'avantage sur bien des politiciens, de nous expliquer ses idées dans un langage extrêmement clair, débarrassé du jargon d'anciens avocats ou d'ex-élèves des écoles des sciences politiques. Peut-être même cette simplicité de style monotone donne-t-elle l'inconvénient de ne pas retenir suffisamment le lecteur à l'attention.

Nous pourrions résumer la pensée de Bevan par l'attitude politique des sociaux-démocrates dans la société capitaliste et que Jaurès a défini parfaitement ainsi : « Aller à l'idéal en comprenant le réel ».

Si pour les sociaux-démocrates du continent européen cette attitude s'est traduite par l'identification totale à la pire réaction, le travaillisme anglais a concrétisé dans une certaine mesure son programme. Ne serait-ce par exemple que le magnifique service de santé mis sur pied en 1945.

Ce qui explique les résultats différents des deux courants sociaux-démocrates ce sont les origines elles aussi différentes de ces deux mouvements réformistes. Alors que la social-démocratie européenne a une origine purement politique aux références marxistes, et s'est constituée hors du mouvement ouvrier avec l'apport d'intellectuels bourgeois, le « Labour Party » a une vieille origine syndicale, dont les antécédents remontent bien avant la construction des théories socialistes du XIXe siècle. Egalement encore dans le fait que le mouvement ouvrier anglais ne s'est pas vu déchirer par de multiples tendances politiques. Les syndicalistes et les socialistes réussirent à se confondre dans l'unique parti travailliste.

Mais cet avantage apparent condamne par la pratique le réformisme. Les Anglais ne peuvent prétendre, comme les Européens, à l'impossibilité du fait de l'absence d'unité dans le mouvement ouvrier, à appliquer leur programme. A part le service de santé et quelques nationalisations, qui n'ont rien changé aux rapports entre les ouvriers et la direction, de l'aveu même de Bevan qui, là encore nous déçoit par l'affirmation de son idéalisme naïf, le programme, pourtant minimum, du parti n'a pas pu ou voulu être appliqué. Et cela malgré un gouvernement homogène en 1945.

Ce que nous retiendrons surtout du livre de Bevan, de ses pensées politiques, ce seront celles traitant des rapports internationaux des démocraties avec le monde stalinien et les pays coloniaux en pleine révolution.

Sans partager encore une fois son opinion il faut admettre à nouveau sa lucidité politique. Quelle comparaison avec l'hystérie du gouvernement américain, l'incapacité du gouvernement français et la stupidité politique du parti socialiste français !

Analysant le potentiel économique des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. il conclut à la nécessité pacifique de la politique étrangère de la Russie. Le danger réel de l'expansion stalinienne réside sur le plan économique et social. Il voit même dans l'attitude faussement agressive de Staline une tactique pour provoquer un réarmement des capitalismes qui aggravera les crises économiques à l'intérieur de ces pays. Il est partisan malgré cela d'un réarmement, mais d'un réarmement qui ne soit pas la chose essentielle dans l'économie. Un réarmement qui soit d'abord à la mesure des possibilités et au danger d'agression. De même pour les pays coloniaux où la solution doit résider dans l'aide économique et non dans la guerre. Ces pays auraient besoin d'une aide massive pour leur développement social. En leur refusant, les démocraties les rejettent dans l'influence stalinienne qui leur apporte la seule aide qui lui soit possible et la seule que demandent dans ces conditions ces pays pour combattre l'occupation étrangère : des armes. L'aide économique qu'attendent les pays coloniaux ne peut être apportée que par les pays industriellement bien équipés. Et ce n'est pas le cas de la Russie.

En conclusion, Bevan ne voit d'autre solution à l'arme dont se sert Staline pour son expansion qui est la faim, que de vaincre la faim. Aux U.S.A. donc, avec le quatrième point du plan Roosevelt, d'aider les pays économiquement arriérés et aux gouvernements européens de préférer le développement social de leurs pays à un réarmement illusoire.

Comme nous l'avons dit on ne peut nier ce réalisme politique dont fait preuve Bevan, mais en se contentant d'exposer ce que serait l'idéal, il ne fait qu'entretenir cette confusion, cette mystification des possibilités démocratiques capitalistes et du rôle que doit jouer un parti réformiste au sein de la société capitaliste. Cet idéalisme, et nous pouvons nous demander dans quelle mesure Bevan n'en est pas conscient, l'Angleterre, avec une direction « travailliste », n'en a pas manifesté l'intention. Jusqu'à présent, elle s'est contentée d'essayer de sortir du drame économique et financier qu'elle traverse, individuellement et au besoin en plongeant un peu plus les pays européens dans le marasme qu'ils connaissent. Le problème de l'impérialisme anglais n'a pas reçu non plus de solution. L'Inde comme l'Egypte malgré les rapports plus souples avec la « mère-patrie » n'en considèrent pas moins la présence anglaise comme impérialiste. Le gouvernement conservateur ne peut déjà servir de prétexte à critique, il s'est contenté de poursuivre la politique travailliste.

Et si même cet idéalisme restait possible, bien avant que le parti travailliste ou la social-démocratie aient pu provoquer un tel retournement de la direction politique, imposée par la structure économique du capitalisme une barbarie nouvelle se sera manifestée.

Mais Bevan a-t-il tellement d'illusions sur la force de son parti ? Son livre ne serait-il pas seulement, simplement, une propagande pour les prochaines élections ?

Le livre reste, sur le plan de l'information utile à lire surtout pour les militants.

René LUSTRE.

En vente à notre service de librairie : 555 fr. franco.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du LIBERTAIRE de la semaine en cours.

Actuelles (chronique 44-48)	A. Camus	370
Réflexions politiques (1932-1952)	Beuve-Méry	480
L'Ere des organisateurs	J. Burnham	435
?Pour vaincre la peur	A. Bevan	555
Le bonheur intime	Dr Riad	615
La fonction de l'Orgasme	W. Reich	795
Essai sur la condition ouvrière	M. Collinet	540
Le démocrate devant l'autorité	Bontemps	230
Le juif antisémite	C. Berneri	130
Discours de la servitude volontaire.	La Boëtie	330
L'homme révolté	A. Camus	680
La jeunesse de Lénine	B.-O. Wolfe	420
Lénine et Trotsky	—	570
Lénine, Trotsky, Staline	—	420
Le rôle d'accusé	Roger Grenier.	420
Les Américains	G. Gorer	405
K. Marx	L. Trotsky	320
Esprit du syndicalisme	Collinet	580
Le petit monde de Don Camillo	Guareschi	495
Voyage sans cartes	G. Greene	585
Secret et violence	G. Glaser	745
Le Parti Travailliste de Gde-Bretagne	F. Renaudeau.	300
Le feu qui prend	J. Cayral	480
Les Marais	D. Rolin	420
Histoire économique et sociale des U.S.A.	Franck	525
Maguelonne	G. Nançay	420
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc	870
Les expériences syndicales en France de 1939-1950	—	540
Les deux sœurs	D. Rolin	420
L.-F. Céline tel que je l'ai vu	M. Hendus	300
Scandale aux Abysses	L.-F. Céline	780
Les manants du Christ	G. Regler	675
Le cœur net	C. Marker	420
Héloïse et Abélard	R. Vaillant	210
Bon pied bon œil	—	330
Barnum	A. Sergent	480
Molière en Afrique noire	P. Ringal	300
L'art nègre	—	480
Bethel Merriday	U. Sinclair	295
Du Contrat social	J.-J. Rousseau.	555
Bakounine	Kaminsky	390
Agastino	A. Moravia	145
La Tour d'Ezra	Koestler	405
Le Zéro et l'Infini	—	375
La Lie de la Terre	—	375
Ravage	R. Barjavel	150
L'atelier de Marie-Claire	M. Audoux	150
Le nain gigantesque	Kahler	290
Jour de famine et de misère	N. Doff	210
Le trimard	E. Bachelet	250
Les orgues de l'Enfer	Molaine	330
Le cimetière de Saint-Médar	—	570
Nucléa	H. Pichette	420
Qu'une larme dans l'Océan	M. Sperber	450
Sur les pas de Morell	R. Neumann	735
Propos subversifs	S. Faure	325

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Le problème du logement en Italie

par Aldo VINAZZA

Correspondant des G.A.A.P.

UN des plus importants problèmes qui assaillent spécialement les couches populaires italiennes, aujourd'hui, est celui de la maison.

Selon le dernier recensement fait en Italie, 11.374.000 familles sont logées dans 10.630.000 habitations ; c'est-à-dire qu'il manque 774.000 logements, ou si l'on veut que 774.000 familles vivent dans des locaux surpeuplés, donc incommodes et antihygiéniques.

Toujours selon les statistiques, on considère comme logements les 219.000 grottes, barraques et taudis dans lesquels sont contraints de vivre, pis que des bêtes, 219.000 familles.

Si l'on compte en moyenne cinq personnes par famille, cela donne en tout 4 millions 965.000 personnes en Italie qui se trouvent sans logement ou qui vivent dans des conditions d'hygiène impossibles.

Un projet de loi élaboré par un groupe de parlementaires du centre-gauche, sous le titre « Pour la lutte contre le taudis », fournit à ce propos des renseignements détaillés. Par exemple, ce projet dénonce dans sa partie introductive que :

1° Dans les communes de plus de 30.000 habitants, 2,9 % des logements (108.995) sont constitués par des grottes, des barraques, des mansardes, des chaumières, des locaux vétustes, humides, insalubres, sans cabinets d'aisance, sans eau courante, sans électricité ;

2° L'enquête sur les habitations rurales révèle que 272.000 maisons sont à remplacer parce qu'elles se composent de chaumières de terre et de feuillage ou de grottes. Dans ces « maisons » vivaient ou vivent 2 millions de personnes, c'est-à-dire les 11 % de la population rurale qui se monte à 18 millions.

En plus de cet exemple, il faut ajouter que la crise des logements est en constante augmentation en ce sens que les nouvelles constructions ne réussissent pas à couvrir les besoins que détermine l'accroissement démographique d'environ 400.000 unités par an.

*

Pour résoudre le problème de la crise sidérurgique, les gouvernants italiens se sont empressés de se faire associés-esclaves du trust charbon-acier ou « plan Schuman » avec ce résultat que, pour laisser inchangés (ou augmentés) les profits des grands monopoles, au moins un tiers des établissements italiens de la sidérurgie ont fermé leurs portes.

Cependant, restent les motifs de propagande pour nos gouvernants, restent les déclamations démagogiques sur le bien-être futur grâce au plan Schuman. Pour résoudre le non moins épineux problème des logements hérité du passé et aggravé au cours du dernier conflit par les bombes des « libérateurs » et des nazi-fascistes, il y a eu besoin au moins d'un motif de propagande pour pavoiser à l'intérieur et à l'étranger.

La république italienne a donc donné le plan Fanfani qui se lie étroitement, pour les besoins de la propagande, avec le cartel charbon-acier.

Dès la ratification du fameux plan du ministre Fanfani, qui semble devoir être pris comme modèle par ses collègues français, il fut facile de s'apercevoir de son insuffisance aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif, qu'il se réfère à la campagne contre le chômage ou à la construction de nouvelles maisons en assez grand nombre pour assurer un logement à tous les Italiens.

En fait, en trois ans, dans le cadre du plan Fanfani, ont été construits 400.000 pièces, à peine suffisantes pour 800.000 personnes ; et pendant ce temps, en ces trois ans, il y a eu 1.200.000 naissances.

Et encore : de la jouissance de ces nouveaux logements sont exclus les travailleurs qui n'ont pas la possibilité économique de faire face au prix du loyer mensuel (les chômeurs, les bas salariés, etc.), aux versements d'inscription et d'acquisition pour longue période des locaux d'habitation.

En ce qui concerne les affirmations gouvernementales, selon lesquelles le plan Fanfani est un coup porté au chômage, le mensonge est encore plus grand, en ce sens que l'industrie de la construction peut aujourd'hui, au maximum, absorber la main-d'œuvre appartenant à la corporation du bâtiment. Si, dans le camp de la construction, on trouve des travailleurs provenant des industries métallurgique, textile, chimique, etc., on peut vérifier que ces travailleurs ont été autrefois du bâtiment.

L'*I.N.A.-Casa*, comme du reste toutes les lois « populaires » votées par le gouvernement italien, s'est révélée ce qu'elle est exactement : un instrument de propagande qui part d'un fait plus que naturel : il y a toujours eu des maisons construites, même sans le ministre Fanfani, — pour donner une teinte sociale au régime clérical.

En substance, le plan Fanfani a été une nouvelle tromperie pour les travailleurs : des chantiers Scuola qui emploient des chômeurs à un travail productif pour le misérable salaire journalier de 500 lire (environ 300 fr.), à la construction de maisons en petit nombre qui vont encore à ceux qui ont la richesse.

Ces quatre appartements distribués en grande pompe, avec le maire, le préfet, le cardinal et même le ministre présent, n'ont certes pas résolu le problème des logements, qui sont sous-occupés dans la mesure de 25,8 %.

Récemment, la loi Fanfani a été modifiée (devant la démonstration de sa faillite) pour le meilleur bénéfice des sans-travail et des sous-logements, selon les dires du gouvernement. Les fonds ont peut-être été retirés des crédits affectés au réarmement ? Nullement.

Ce seront encore une fois les travailleurs qui paieront par une nième taxe sur leurs misérables salaires pour permettre au gouvernement de dépenser et dépenser pour la guerre.

Avec la nouvelle loi, les travailleurs verseront pour l'I.N.A.-Casa une contribution de 0,60 % de leurs salaires mensuels ; les entrepreneurs verseront 1,20 % des contributions correspondant à leurs dépenses, l'Etat versera une part de 4,30 % de l'ensemble des versements des salariés et des entrepreneurs, ceci pour sept ans.

Il est clair qu'après cela le plan Fanfani pour les travailleurs (non pour le gouvernement ou pour les industriels) est un nouvel imbroglio. Avec les usines qui ferment, les salariés réels qui diminuent continuellement, les messieurs du gouvernement voudraient faire croire avoir résolu tous les problèmes.

Nous ne nions pas que le gouvernement ait l'intention de construire des maisons et que dans les travaux seront employés des chômeurs. Mais ceci, toujours aux dépens des travailleurs qui, en plus du paiement des taxes, rempliront les portefeuilles des industriels, et devront encore payer pour donner du travail à un petit nombre de chômeurs, pour construire quelques maisons qui iront à ceux qui peuvent se les payer. C'est avec ce résultat que le gouvernement se proclame lui-même bienfaiteur des pauvres et que les industriels du bâtiment feront construire des maisons avec les sous des travailleurs transformés en superbes profits.

Aux Établissements Zeller Frères

Association du loup et de l'agneau

DANS le « Libertaire » du 22 janvier nous dénoncions les tentatives de surexploitation et de chantage de la direction des « Etablissements Zeller » à l'égard des ouvriers des trois usines textiles de la vallée de Masevaux (Haut-Rhin).

Cette tentative de chantage, nous le rappelons, consistait pour la direction « Zeller » à offrir aux 300 ouvriers des trois entreprises la gestion de celles-ci ou le chômage par la fermeture des usines. Elle leur offrait la gestion parce que le matériel trop désuet de ses usines ne pouvait plus tenir la concurrence et rendait non rentable l'exploitation capitaliste de ses entreprises.

Nous savons qu'après avis d'une commission d'experts pressentie par les responsables locaux C.F.T.C. (syndicat unique des entreprises « Zeller »...), ceux-ci rejetèrent la proposition comme impraticable.

Cette attitude devant le piège patronal avait rencontré l'approbation des libertaires pour les raisons alors exprimées.

Quel n'est pas notre étonnement d'apprendre aujourd'hui par la presse de droite qu'un accord vient d'être conclu entre la direction et le personnel des trois usines de tissage « Zeller ».

Cet accord stipule que :

« La gestion de l'entreprise sera assurée désormais par un « comité de direction » composé d'un technicien, de deux contremaîtres et de trois ouvriers. Le personnel a accepté que **le tiers des salaires soit versé pendant un certain temps** sous forme d'actions, afin d'assurer le fonds de roulement de la coopérative. Les bénéfices éventuels seront partagés entre les ouvriers.

La direction des usines « Zeller » s'est engagée à fournir les filés à la coopérative aux prix moyens de la concurrence, **à charge pour cette dernière de lui livrer la totalité du tissu fabriqué.**

Que s'est-il passé.

Les ouvriers ont-ils, devant la crainte du chômage, cédé à l'ultimatum patronal ?

Un aménagement superficiel de la part de la direction a-t-il suffi pour avoir raison de la crédulité des ouvriers ?

La C.F.T.C., partie négociatrice, ne souffle mot de ses tractations avec le patronat. Tractations importantes pourtant pour la classe ouvrière qu'elle engage dans son entier.

Nous comprenons, dans une certaine mesure, les raisons économiques entre autres qui peuvent avoir poussé nos camarades ouvriers placés dans une région presque sans issue à céder au dilemme **surexploitation** ou **chômage total.**

Le silence fait par les intéressés autour de cet accord du loup et de l'agneau et sur ce qu'il a de suspect ne nous permet pas pour le moment d'épiloguer sur cette dangereuse « association ».

Seulement ne perdons pas de vue cette aventure dans laquelle est engagé non seulement la vie matérielle de quelques-uns de nos camarades mais un principe essentiel de l'émancipation ouvrière. Nous nous informerons à à bonne source et tiendrons nos lecteurs au courant de l'évolution de cette nouvelle expérience.

L. BLANCHARD.

Les équipages des navires de toute nationalité doivent s'opposer aux lois Mac Carran

Trente-huit marins du « Liberté » ont déjà refusé d'avoir leurs permis estampillés et de répondre aux questionnaires de l'officier d'immigration américain.

Que les équipages qui se rendent à New-York se mettent dans la tête que ce même officier craint ce refus. **Car il est nécessaire d'avoir des marins à terre pour la mise à quai, l'appontement et l'amarrage. Le seul moyen de venir à bout de cette loi est de refuser de coopérer et de s'opposer à ce que le travail d'amarrage soit fait par du personnel de remplacement.**

De plus, les compagnies américaines de navigation font déjà nettement remarquer que « la chasse aux sorcières » est fort bien tant que les portefeuilles n'en souffrent pas.

L'American President Line a déjà engagé une action juridique contre l'Acte Mac Carran et Walter sur l'immigration. Elle déclare qu'elle ne peut se permettre de subvenir au coût de l'entretien des passagers en attendant qu'on statue sur leur éligibilité d'entrer sur le sol des U.S.A.

La compagnie déclare que ces coûts pourraient s'élever à plus de 6.000 dollars par mois. P. R.

Les allocations familiales de MM. les actionnaires

QUAND je pense que mon patron touche les allocations familiales, **nous disait l'autre jour une mère de famille employée. Elle en avait la gorge serrée.**

Il est, en effet, devenu une habitude pour un certain nombre de capitalistes actionnaires de diviser en deux parts leurs bénéfices : un salaire de directeur avec feuille de paye établie par leurs soins et leurs bénéfices plus ou moins déclarés par ailleurs.

La feuille de paye donne droit aux allocations familiales et au salaire unique, car madame se repose et a des domestiques.

Ils sont parfaitement en règle puisque salariés.

Rien n'empêche une société commerciale d'avoir un associé directeur, un associé comptable et un associé secrétaire, par exemple, tous trois commerçants salariés.

Le travailleur qui se met au lit pour maladie risque d'avoir un contrôle et il sera pris en faute s'il a été faire ses courses pour manger, mais l'actionnaire, lui est en règle, les contrôles peuvent venir !

Il y a tout de même des gens qui pourraient se passer d'une petite récompense pour leur procréation !

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P 8032-84

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs

AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le chômage dans le monde

par Paul ROLLAND

Situation de l'homme en chômage

LE chômage est de tous les problèmes sociaux et économiques un de ceux dont l'absence de solution dans la société capitaliste entraîne pour la classe ouvrière les souffrances les plus pénibles, les plus permanentes. Il est donc d'un intérêt impérieux de se pencher sur les différents aspects de cette question qui revêt une importance mondiale. Nous nous proposons donc d'étudier :

Primo : la définition du chômage par rapport à l'individu qui le subit, c'est-à-dire la situation de l'homme en chômage ;

Secundo : le chômage en tant que phénomène collectif, ainsi que les différents caractères sociaux qu'il peut revêtir du fait de ses causes économiques profondes ;

Tertio : la position des Etats en face du chômage, c'est-à-dire les politiques suivies par les différents régimes pour tenter d'y porter remède.

Si nous jetons un regard sur l'origine de ce mot, nous nous apercevons que le verbe « chômer » vient sans doute du bas-latin « caumare » qui signifiait « faire la sieste ». Longtemps, on employa ce terme en parlant de l'individu pendant qu'il ne travaille pas. Jusqu'au dix-neuvième siècle, on parla du « chômage du dimanche » et l'on dit encore « les fêtes chômées ». Depuis, l'acceptation du terme « chômage » a été réservée non plus à l'homme qui ne travaille pas, mais à celui qui est privé de travail, ce qui est tout différent. C'est dans ce dernier sens que fut consacré le mot inusité il y a un siècle de « chômeur ». Le chômeur est donc le travailleur sans emploi ou, plus précisément, qui, involontairement, n'a pas d'emploi. Or, il y a dans notre société une très grande variété d'individus dont la situation est de manque d'emploi, aussi leur classement en diverses catégories s'impose.

Différentes catégories de chômeurs

ON peut distinguer les chômeurs complets (ou chômeurs apparents), les chômeurs partiels (ou chômeurs occultes), les chômeurs virtuels (ou faux chômeurs) et les inemployés (ou chômeurs potentiels).

Le **chômage apparent** s'étend aux chômeurs **secourus** par les fonds de l'Etat (c'est là le chômage **officiel** qui ne couvre le plus souvent qu'une minorité répondant à certaines conditions légales) ou des Syndicats, et, aux chômeurs **inscrits** aux bureaux de placement pour demander de l'emploi. Ces chômeurs complets apparaissent d'ailleurs de plus en plus nombreux à mesure que l'on consulte les statistiques de l'Etat, des Syndicats ou des bureaux de placement.

Le **chômage occulte** s'étend aux chômeurs **partiels**, c'est-à-dire à ceux qui sont sans travail une partie du temps. Ce peuvent être, par exemple, certaines catégories d'ouvriers en chambre qui ne peuvent travailler qu'une partie de la semaine ou les journaliers ou saisonniers agricoles qui ne travaillent qu'une partie de l'année. On peut rattacher aux chômeurs partiels une grande quantité des travailleurs généralement non salariés qui sont soumis aux mêmes conditions économiques que les catégories précitées ; par exemple, certains artisans et certains exploitants agricoles de régime familial. Sans être littéralement chômeurs et privés d'emploi, ils sont soumis à un **sous-emploi chronique.**

Le **chômage virtuel** recouvre les chômeurs à qui la société, par des mesures exceptionnelles, fournit un certain travail qui peut être inutile et payé par la communauté. Les individus bénéficiant de tels régimes doivent en effet être considérés comme des chômeurs **différés.** C'était par exemple le cas des travailleurs parisiens des Ateliers Nationaux en 1848. Ce peut être le cas de certains travailleurs attirés à des **emplois improductifs** dans une administration pléthorique ou aux armées.

A côté des travailleurs actifs, des chômeurs (travailleurs privés d'activité) et des oisifs (classe sociale des parasites purs) qui composent notre société capitaliste, il y a une marge de chômeurs qui n'ont jamais été employés : ce sont les **inemployés.** On peut ranger parmi eux les jeunes qui n'ont pas encore trouvé de travail ; les rentiers et retraités que l'insuffisance de leur revenu pousse à chercher un emploi pour sortir d'une condition généralement dénommée « économiquement faible » ; les travailleurs à leur compte qui se trouvent ruinés ; les personnes aisées dont la perte d'un revenu provoque le déclassement, etc... Tous ces gens ne peuvent le plus souvent jouir de la dénomination officielle de chômeur, car ils ne remplissent pas les conditions requises :

Apporter la preuve : 1° que l'on a vécu d'un travail salarié pendant un certain temps ; 2° que l'on n'en vit plus depuis au moins tant de jours et au plus tant de jours ; 3° que l'on a été congédié par son dernier employeur ; 4° ne peuvent non plus répondre à ces conditions tous ceux qui ont renoncé à travailler et qui composent le « Lumpen-prolétariat » : le « prolétariat en haillons ». Ce sont tous les vagabonds (1), individus sans ressources, donc sans domicile (donc sans secours des autorités locales) ; gens dont la condition est un délit punissable en soi, de même que pendant longtemps **l'homme sans travail était passible des galères ou d'être vendu comme esclave.**

(1) L'effectif des « clochards » parisiens est selon certaines évaluations d'environ 40.000 hommes et femmes.

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

Pour remédier à cela...

Douze personnes dans un taudis de 2 m. sur 4 : deux enfants sont morts !

Une information vient d'être ouverte par la gendarmerie de Vierzon, au sujet de deux décès d'enfants survenus à huit jours d'intervalle dans la famille Leman.

Cette famille vit dans la périphérie de Vierzon, dans une cabane en bois de 2 m. sur 4 m. qu'elle s'est construite elle-même. Ce taudis, dépourvu de fenêtres, sert de gîte à douze personnes : le père, Germain Leman, 40 ans, vannier, la mère et dix enfants de 16 à 1 an.

Le 17 janvier, cinq des enfants, atteints de diphtérie, durent être transportés à l'hôpital de Vierzon, où mourut le petit Jean-Claude, 6 ans. La petite Marie-Chantal, 3 ans, décéda quelques jours après.

...Le Plan Courant entre en action !

Les tramways de Versailles disparaîtront en 1954 et serviront de logis aux sans-abri

Les tramways versaillais seraient remplacés par des trolleybus ou autobus et les vingt-quatre voitures ainsi supprimées seraient transformées en logement pour des sans-abri. Il en résulterait une dépense de l'ordre de 2 à 3 millions.

Pour accentuer notre lutte ouvrière *SOUSCRIVEZ !*

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr Centrale du Croissant
19 rue du Croissant Paris-2e
F. ROCHON, imprimeur.

LE COMBAT PAYSAN

Que sera la retraite paysanne ?

BEAUCOUP d'encre a coulé et coulera sans doute encore à ce sujet. Ce qui est sûr c'est que ce nouveau leurre ne pourra qu'aggraver le malaise du petit paysan et lui apportera peu d'avantages du fait que peu atteignent et dépassent aujourd'hui l'âge de la retraite. Et sans doute comme toujours, de nombreux gros « propios » officiellement non bénéficiaires seront les premiers servis et cela après avoir mené campagne contre.

En effet, beaucoup de ceux-ci inspirés par une réaction habile et sournoise et par leurs dépositaires financiers ont mené une lutte farouche contre l'octroi d'un «os à ronger » aux vieux salariés agricoles. Ils en ont ensuite été les premiers bénéficiaires, cela sans honte et ainsi ont été récompensés de leurs bons services antisociaux tandis que de nombreux petits propriétaires sans enfant, séparés d'eux, découragés, continuaient de végéter.

Dans une assemblée d'agriculteurs, un représentant des « lois sociales » a tenté de nous donner une explication, un peu embarrassée et pour cause, de la future sécurité des « vieux petits propriétaires » paysans. N'est-il pas ridicule, insensé même de parler de sécurité et de bien-être dans le régime de « propriété individuelle » ? La cotisation sera, paraît-il, calculée d'après le revenu cadastral et le nombre de personnes vivant sous le toit familial. Au-dessus de 500 de revenu cadastral on ne sera plus bénéficiaire ! Connaissant les manœuvres de nombreux gros propriétaires qui savent, à l'occasion disséminer leurs biens sur les membres de leur famille, je vous donne à juger.

Reste les autres, les vrais ; là aussi, même si le sort de quelques-uns se trouve légèrement amélioré, l'inégalité, l'injustice continueront à régner. Car enfin, n'en déplaise à nos économistes plus ou moins démagogues, est-il possible à quiconque de déterminer un quelconque revenu moyen dans une petite exploitation ?

Dans ce revenu jouent un grand nombre de facteurs dont quelquefois le hasard n'est pas le moindre. Donc, la cotisation sera calculée d'après un revenu imaginaire et sera par conséquent injuste.

On dit souvent que le paysan ne paye pas d'impôts, cela est peut-être vrai pour les gros et dans les pays fertiles. Mais je peux affirmer que dans bien des coins, toutes les charges additionnées « impôts, assurances obligatoires, cotisations sociales » atteindront une somme importante pour le petit propriétaire qui se trouvera de ce fait à la merci de la moindre calamité agricole.

Aussi, quand nous prenons la défense des petits paysans, des « exploitants familiaux », nous ne prenons nullement la défense du *système* de la petite propriété et nous voyons la solution du problème paysan dans la coopérativisation des petites exploitations puis collectivisation.

En conclusion, la « retraite paysanne » fera le bien-être de quelques bureaucrates parasites de plus. Mais le bien-être des vieux paysans, comme des jeunes, ne pourra être réel et total que dans une organisation collective et fédéraliste où les travailleurs pourraient aisément produire pour les vieux et les inaptes sans l'intermédiaire de l'Etat et de ses bureaux.

YVES.

La Commission ouvrière de la Fédération Anarchiste

Réunie le dimanche 25 janvier, la commission ouvrière nationale a fait du bon travail et cela aussi bien dans les débats que dans les décisions prises.

En plus des militants parisiens étaient présents un camarade correspondant de Saône-et-Loire et un membre des groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.A.P.) de Turin.

Les deux points de l'ordre du jour : situation ouvrière actuelle et étude des tâches de la commission, ont permis que sur une analyse serrée de la condition des travailleurs s'esquissât pour 1953 le plan de travail qui animera, dans le cadre des décisions du dernier congrès, notre action ouvrière.

Au cours des débats et à propos des centrales syndicales, plusieurs exemples ont été apportés de mots d'ordre de la C.G.T. qui se sont retournés contre la classe ouvrière, de compromissions de F.O. avec le patronat, l'Etat et les agents américains, du jésuitisme et de la démagogie de la C.F.T.C. Il a été constaté également que la propagande pour les 40 heures payéas 48 lancée par le « Libertaire » a été reprise par l'ensemble des syndicats. Quant à la C.N.T., certaines de ses actions ont été considérées avec sympathie.

La documentation, surtout celle concernant la législation du travail et de la Sécurité Sociale, l'information juridique des militants dans les entreprises, les liaisons plus rapides entre la commission ouvrière et ses correspondants, le programme revendicatif, autant de points qui ont été examinés et qui ont fait l'objet de décisions utiles de la part des militants de la commission.

La prochaine réunion se tiendra vraisemblablement le dimanche 22 février.